

BANQUE CENTRALE DU CONGO
DIRECTION DES ANALYSES ECONOMIQUES

Adresse : 563, Boulevard Colonel Tshatshi
Kinshasa-Gombe
République Démocratique du Congo

Adresse postale : B.P. 2697

Téléphone : (243) 810 516 452
(243) 818 105 970
(243) 815 047 242

Site web: <http://www.bcc.cd>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

Au cours du mois de mars 2012, l'environnement macroéconomique a connu une sensible dégradation des indicateurs, confirmant les inquiétudes du début d'année quant à la solidité de la reprise dans les économies occidentales.

Aussi, en dépit de l'amélioration constatée ces dernières semaines sur les marchés financiers, le FMI a annoncé que le monde n'est toujours pas sorti de la zone de turbulence. Il conseille à cet effet, de considérer cette situation favorable sur les marchés financiers comme un encouragement à persévérer dans les politiques de stabilité et non comme une invitation à relâcher les efforts d'ajustement. Ainsi, l'activité économique reste dominée par la poursuite des pressions liées à la crise de l'endettement européen notamment en Espagne, malgré l'avancée observée dans la résolution du problème de la dette grecque.

Au plan interne, au mois de mars 2012, la situation reste marquée par une accélération du rythme de formation des prix. Cette situation est consécutive à la révision à la hausse des prix des carburants à la pompe. Il s'est observé, par anticipation des agents économiques, un emballement des prix à la deuxième et troisième semaines du mois. La tendance est revenue à son niveau initial sur le marché du fait de la non modification de la tarification du transport en commun.

I. CONTEXTE INTERNATIONAL

La reprise de l'activité économique mondiale est menacée par les tensions grandissantes à l'œuvre dans la zone euro et les fragilités qu'accusent les autres régions. Les conditions financières se détériorent, les perspectives de croissance s'assombrissent et les risques baissiers s'intensifient.

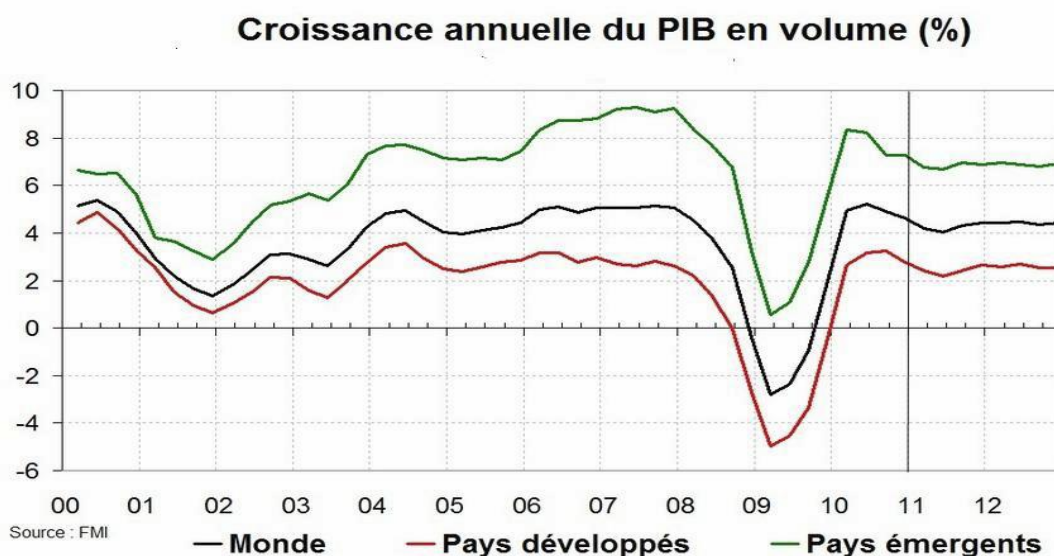
La tâche la plus urgente pour les gouvernements est celle de rétablir la confiance pour soutenir la croissance économique et offrir plus de liquidités et de marge de manœuvre monétaire. En outre, dans les économies avancées, les axes prioritaires sont la correction des déséquilibres budgétaires à moyen terme, ainsi que l'assainissement et la réforme des systèmes financiers, tout en appuyant la reprise. Les économies émergentes et en développement doivent centrer leurs actions à moyen terme sur la riposte à la modération de la croissance intérieure et au ralentissement de la demande des pays avancés.

CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE

Les perspectives de croissance économique mondiale pour 2012 tablent sur un niveau d'activité de 3,3 % revenant de 3,8 % et 5,2 % respectivement en 2011 et 2010, en raison de la récession économique attendue dans la Zone Euro.

Cette croissance sera portée par les pays émergents et en développement bien que leur propre production soit en léger recul, en raison de la détérioration de l'environnement extérieur et du ralentissement de la demande intérieure dans les principales économies émergentes. La croissance reste vigoureuse en Asie, soit une projection moyenne de 7,5 % entre 2012 et 2013. La production de l'Afrique subsaharienne devrait connaître une progression d'environ 5,5 % en 2012.

Graphique 1 : Croissance du PIB mondial en pourcentage



S'agissant des perspectives sur l'évolution des prix mondiaux des matières premières en 2012, elles restent orientées à la baisse, suite aux meilleures conditions de l'offre et au ralentissement de la demande mondiale.

Tableau 2 : Evolution des cours de quelques matières premières ⁽¹⁾

DESIGNATION	COTATIONS	Jan-2012	Fév-2012	Mar-2012
Cuivre (LME)	\$/tm	8.484,50	8.583,00	8 453,32
Zinc (LME)	\$/tm	2.125,00	2.125,00	2 033,84
Cobalt (Londres)	\$/lb	15,50	16,13	15,62
Coltan (Londres)	\$/lb	112,50	112,50	112,50
Or (NY)	\$/o.t.	1.729,00	1.707,35	1 676,53
Argent (NY)	Cts/o.t	3.360,00	3.466,00	3 312,82
Pétrole				
-Brent (Londres)	\$/baril	111,06	122,85	124,49
-WTI (NY)	\$/baril	98,41	106,87	106,32
Café Arabica (NY)	Cts/lb	214,55	203,20	185,69
Café Robusta (Londres)	\$/tm	1.838,00	2.009,00	2 013,86
Caoutchouc (Singapour)	Cts/Kg	403,00	400,50	395,57
Cacao (NY)	\$/tm	2.307,00	2.396,00	2 325,55
Coton (NY)	Cts/lb	93,40	90,10	89,74

Source : Banque Centrale du Congo.

II. CONTEXTE INTERIEUR

Au 28 mars 2012, il s'est observé une relative stabilité sur les différents compartiments du marché de change, en dépit des tensions enregistrées sur le marché des biens et services.

II.1 EVOLUTION DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

II.1.1 SECTEUR REEL

➤ *Croissance économique*

Pour rappel, la croissance de la production a été vigoureuse en 2011, s'établissant à 6,9 % contre 7,2 % en 2010. En 2012, la production intérieure devrait croître de 6,6% contre 5,8% en moyenne pour l'Afrique Subsaharienne. Cette croissance est soutenue essentiellement par le dynamisme affiché dans les secteurs des mines, du commerce, de l'agriculture ainsi que des bâtiments et travaux publics.

Tableau 3 : Evolution de la croissance économique et de la population (en %).

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Croissance économique	6,6	7,8	5,6	6,3	6,2	2,8	7,2	6,9	7,2
Croissance PIB/hab.	3,8	4,7	2,5	3,2	3,1	-0,2	4,1	3,8	
Croissance population.	2,7	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	

Source : Banque Centrale du Congo.

➤ *Baromètre de conjoncture*

Bien que le solde des opinions soit en léger repli par rapport au mois précédent, les chefs d'entreprises demeurent confiants quant à l'évolution positive de la conjoncture économique au cours du mois de mars 2012. Globalement, ils restent d'avis que la conjoncture économique de la RDC est favorable et présente à court terme des perspectives rassurantes. En effet, le solde global brut de leurs opinions se situe à +6,6 % en mars 2012 contre +13,5 % en février dernier.

L'optimisme des entrepreneurs est soutenu principalement par des perspectives de plus en plus rassurantes aussi bien au plan international que national. En effet, au plan international, cet optimisme tient, notamment à la poursuite de la croissance en Allemagne, en tant que grande économie de la Zone Euro et aux efforts conjugués par l'Euro Group, la Banque Centrale Européenne (BCE) et le FMI pour trouver des solutions à la crise de la dette souveraine de la Grèce. Ce qui devrait atténuer les effets de l'affaiblissement de la demande dans cette zone menacée par la récession.

Au plan national, cette confiance est entretenue par la tendance à la consolidation de la stabilité du cadre macroéconomique avec la résorption par l'économie du choc issu de l'entrée en vigueur de la TVA ainsi que le renforcement de la stabilité du climat sociopolitique à l'issue de dernières élections de novembre 2011.

Tableau 4 : Evolution des soldes bruts des opinions sectorielles

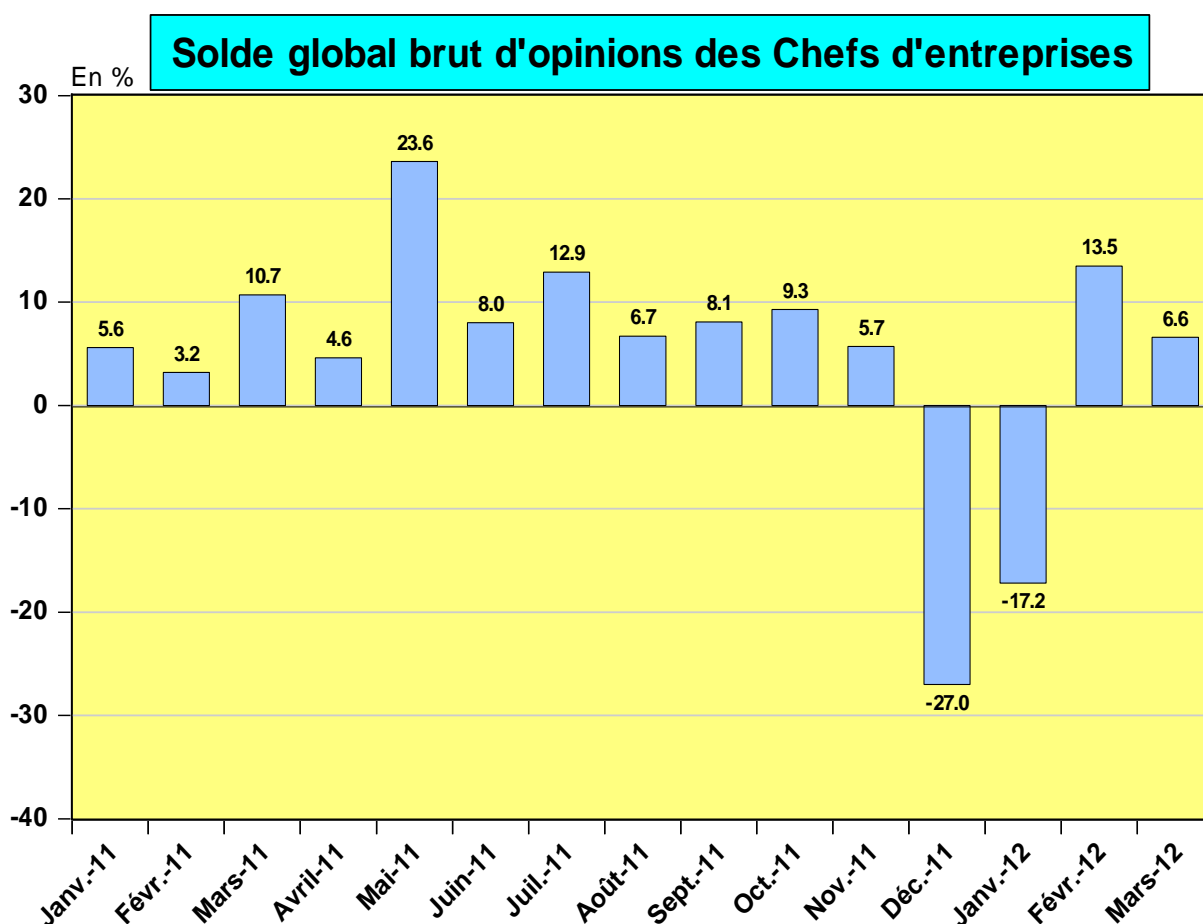
	Jan. 2012	Fév. 2012	Mar. 2012
Solde global brut	-17,2	13,5	6,6
Industries manufacturières	-18,2	14,1	-12,7
Industries extractives	-29,4	40,0	20,0
Construction	30,0	6,3	36,8

Services	-21,1	7,7	17,8
----------	-------	-----	------

Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse sectorielle révèle que le solde brut des opinions de chefs d'entreprises évoluant dans le secteur des industries extractives, bien qu'en repli, s'établit à +20,0 % en mars, après sa remontée à 40,0 % en février dernier.

Graphique 2.



S'agissant **des industries manufacturières**, la confiance des entrepreneurs s'est effritée à travers la chute à -12,7 % de leur solde brut d'opinions au mois de mars, lequel était pourtant prédominé par un optimisme marqué à +14,1 % le mois précédent.

Pour ce qui est du **secteur des Services**, le solde brut d'opinions de chefs d'entreprises de ce secteur a augmenté sensiblement en passant de +7,7 % en février à +17,8 % au cours du mois sous revue.

Quant au secteur de **la Construction**, la confiance affichée par les chefs d'entreprises depuis le début de l'année est répartie à la hausse en ce mois sous analyse. Cette confiance est attestée par le solde brut d'opinions des entrepreneurs de ce secteur, lequel s'est redressé significativement, en passant de +6,3 % en février à +36,8 % en mars 2012.

➤ **Taux d'inflation - Objectif à fin mars 2012 : 0,67 %**

- Evolution

Le taux d'inflation mensuel enregistré au troisième mois de l'année se situe à 0,24 % face à un objectif mensuel de 0,67 %. Celui de l'inflation sous-jacente correspond à 0,15 %.

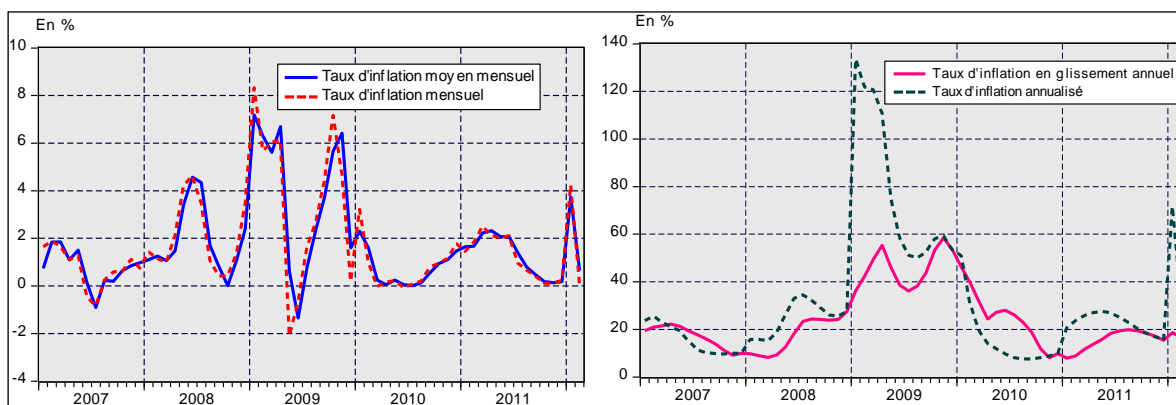
Le rythme de formation des prix intérieurs a été moins prononcé pendant les cinq semaines de mars. En effet, les taux hebdomadaires réalisés ont évolué dans l'intervalle de 0,03 à 0,08 %, niveau inférieur à celui de l'objectif fixé à 0,13 %.

La trajectoire prise par l'inflation au premier trimestre 2012, indique une forte hausse du niveau général des prix de 4,25 % au mois de janvier suivie aux deux derniers mois d'une désinflation – aussi de grande ampleur, soit 0,11 % pour février et 0,24 % pour le mois de mars.

- Causes

La stabilité du niveau général des prix observée au cours du mois de mars sur le marché des biens et services demeure conséquente principalement à l'efficacité des mesures des politiques conjoncturelles prises les mois précédents, efficacité attestée surtout par le raffermissement de la monnaie nationale par rapport aux devises sous cette période. Cependant, l'ajustement haussier du prix d'essence à la pompe intervenu à mi-mars, bien que le tarif du transport urbain soit maintenu inchangé, pourrait occasionner l'augmentation des prix des autres articles par effet d'équilibrage des prix relatifs.

Graphique 3. Evolution mensuelle de l'inflation en rythme et en glissement annuels



Source : Direction des Statistiques, Banque Centrale du Congo.

II.1.2. FINANCES PUBLIQUES

➤ *Opérations financières de l'Etat.*

Au 28 mars 2012, la situation provisoire des opérations financières de l'Etat indique un déficit de 18,6 milliards de CDF, résultant des recettes d'un montant de 193,3 milliards et des dépenses de 212,0 milliards.

Les ressources comptabilisées, au 28 mars 2012, ont été pour l'essentiel le fait des recettes fiscales représentant 84,0 % du total. Au début de la deuxième quinzaine du mois sous revue, les parts relatives de la DGI et de la DGDA dans l'ensemble des recettes ont été respectivement de 37,2 % et 46,8 %. En ce qui concerne les recettes non fiscales, elles n'ont représenté que 16,0 % des recettes totales.

Quant aux dépenses, leur structure révèle la prépondérance des charges liées à la rémunération, aux frais de fonctionnement des ministères et institutions politiques, aux rétrocessions ainsi qu'à la dette publique avec des proportions respectives de 46,0 %, 23,9 %, 8,7 % et 8,2 % de l'ensemble des dépenses exécutées.

**Tableau 5 : Evolution mensuelle des opérations de l'Etat en 2012
(en milliards de CDF)**

	Déc-10	Déc-11	Jan-12	Fév-12	Mar-12
I.RECETTES	224,0	208,1	224,8	252,8	193,3
II.DEPENSES	59,7	66,8	224,8	225,3	212,0
SOLDE	87,0	79,9	0,0	27,5	-18,6

En cumul annuel, le Trésor affiche un excédent de 8,9 milliards de CDF. Aussi, la situation financière de l'Etat reste prometteuse au vue de l'évolution actuelle de la conjoncture et de l'échéance fiscale du mois de mars. En outre, la rentrée des recettes, essentiellement fiscales, permet au Gouvernement de rencontrer les dépenses contraignantes dont les salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat, sans risque de dérapage.

➤ *Situation financière de la BCC*

L'exécution du Plan de Trésorerie de la BCC s'est clôturée, au 28 mars 2012, par un déficit de 12,8 milliards de CDF, résultant des encaissements de 7,0 milliards de CDF et des décaissements de 19,8 milliards.

En terme cumulé, l'exécution du Plan de Trésorerie de l'Institut d'Emission dégage un déficit de 22,7 milliards de CDF, lequel montant n'intègre pas le montant de 6,3 milliards de CDF des intérêts sur les créances titrisées du Trésor du mois de mars.

Cependant, ce résultat pourrait s'améliorer en tenant compte des intérêts de 6,3 milliards de CDF évoqués ci-dessus ainsi que des recettes d'environ 6,1 milliards de CDF attendues notamment au titre de la redevance de contrôle de change (2,6 milliards) et des paiements du Trésor (2 milliards).

Tableau 6 : Exécution du plan de trésorerie de la BCC à fin mars 2012
(en milliards de CDF)

	Prévisions	Réalizations*	Ecarts
Total recettes	17,6	17,1	-0,5
Total des dépenses	19,6	21,1	-1,5
Résultat de trésorerie		-4,0	

Source : Banque Centrale du Congo.

* Situation provisoire

II.1.3. SECTEUR EXTERIEUR

➤ *Taux de change*

Au 30 mars 2012, il s'est observé une relative stabilité sur les différents compartiments du marché de change. En effet, les cours indicatif et parallèle se sont appréciés respectivement de 0,01 % et 0,04 %, s'établissant à 919,9 et 930,7 CDF le dollar américain contre 920,0 et 931,0 CDF à fin février 2012.

Tableau 7 : Evolution du taux de change en 2012
(en CDF/USD)

Dates	Taux de change * CDF/1 USD		Variation en % (+appréciation, -dépréciation)		Ecart (en %) (2)/(1)
	Indicatif (1)	Parallèle (2)	Par rapport au mois précédent		
	Cours	Cours	indicatif	Parallèle	Var. %
30-déc-09	902,66	914,50	-	-	1,31
31 déc-10	915,13	931,67	-	-	1,81
31 jan-11	930,47	932,50	-1,7	-0,08	0,22
28 fév-11	922,71	929,33	0,8	0,2	0,72
31 mar-11	921,66	926,33	0,1	0,3	0,51
30 avr-11	926,64	932,00	-0,54	-0,27	0,58
31 mai-11	925,60	930,33	0,11	-0,19	0,51
29 juin-11	923,33	928,67	0,25	0,22	0,58
29 juil-11	921,69	928,67	0,18	0,18	0,76
31 août-11	923,07	928,33	0,15	0,03	0,57
30 sept-11	921,49	927,33	0,17	0,11	0,63
31 oct.-11	923,63	927,33	-0,23	0,0	0,40
30 nov.-11	877,26	868,33	5,29	6,79	1,02
29 déc.-11	910,65	914,00	-3,67	-5,00	0,37
31 jan-12	920,08	931,00	-1,03	-1,83	1,19
29 fév-12	920,03	931,00	-0,01	-0,47	1,19
30 mar-12	919,93	930,67	0,01	0,04	1,17

Source : Banque Centrale du Congo.

* Taux fin période

➤ *Transactions en devises sur le marché des changes*

Au 30 mars 2012, le volume des transactions en devises sur le marché des changes a atteint un volume global de 369,2 millions d'USD, découlant des achats de 193,1 millions et des ventes de 176,2 millions. En cumul annuel, le volume des transactions a atteint de 926,9 millions de USD.

➤ **Budget en devises**

Au 26 mars 2012, l'exécution du budget en devises laisse apparaître un excédent de 84,5 millions de USD. Ce solde résulte des recettes de 152,4 millions et des dépenses de 67,8 millions.

En cumul annuel, le budget en devises a dégagé un solde excédentaire de 84,2 millions de USD.

Tableau 8 : Exécution du budget en devises à fin mars 2012
(en USD)

RUBRIQUES	31 jan-12	29 fév-12	30 mar-12
I.RECETTES	71 754 343	78 579 737	152 389 380
A. Recettes d'exploitation	2 684 674	2 627 201	2 183 178
1.Redevance de Contrôle de change	2 517 454		
2.Intérêts créditeurs	7 346		
3.Intérêts créditeurs	-		
4. Autres recettes d'expl.	159 874		
B. Opérations de change	69 069 669	75 952 535	150 206 202
1.Rachats recettes fiscales et non fiscales	66 069 669		
2.Rachats financements extérieurs	-		
3.Achats interbancaires (Adjudications)	3 000 000		
4.Swap FX	-		
C.FEC	-		
II.DEPENSES	104 267 598	46 332 959	67 845 504
A. Dépenses du Trésor	62 298 202	40 096 804	
B. Dépenses de la BCC	41 969 396	6 236 155	
Balance	-32 513 255	32 246 778	84 543 876
STOCK FINAL	1 249 332 185	1 280 055 475	1 364 599 351

Source : Banque Centrale du Congo.

➤ **Réserves de change**

Au 30 mars 2012, les réserves internationales se sont établies à 1.349,3 millions de USD correspondant à 7,6 semaines d'importation des biens et services, contre l'objectif non ajusté de 1.510,0 millions de USD fixé dans le cadre du PEG II, il se dégage un gap de 160,7 millions.

Tableau 9 : Evolution des réserves internationales
(en millions de USD)

Période	Valeur	Affectées	Indisponibles	Disponibles	En mois d'importation	En semaines d'importation
30-déc-09	1.000,82	700,11	76,73	223,99	1,81	7,84
31-déc-10	1.296,97	145,31	548,17	603,49	1,78	7,73
31-janv-11	1.252,75	151,74	559,45	541,56	1,72	7,46
28-févr-11	1.270,51	143,90	560,44	566,13	1,75	7,57
31-mars-11	1.395,70	164,70	565,21	665,78	1,82	7,90
30-avr-11	1.449,22	187,43	576,29	685,49	1,89	8,20
31-mai-11	1.464,87	200,43	564,10	700,33	1,92	8,23
29-juin-11	1.397,00	207,05	562,96	626,98	1,83	7,91
29-juillet-11	1.386,80	202,13	566,00	618,68	1,81	7,85
31 août-11	1.325,40	237,26	575,52	512,62	1,73	7,50
30 Sept-11	1.262,46	285,61	557,66	419,18	1,65	7,15
31 octo-11	1.334,38	320,99	564,78	448,62	1,74	1,55
30 Nov-11	1.273,47	313,50	550,18	409,78	1,66	7,21
29 Déc-11	1.271,85	304,93	538,59	389,96	1,66	7,20
31 jan-12	1.284,37	297,10	551,00	436,10	1,68	7,27
29 fév-12	1.233,81	295,20	548,50	390,00	1,61	6,97
30 mar-12	1.349,32				1,76	7,64

Source : Banque Centrale du Congo.

II.1.4. SECTEUR MONETAIRE

II.1.4.1. BASE MONETAIRE

A fin mars 2012, la base monétaire au sens strict s'est située à 805,2 milliards de CDF contre un niveau de 721,2 milliards de CDF à fin février 2012, soit un accroissement de 11,6 %. Cette situation est consécutive à l'augmentation des avoirs extérieurs nets et des avoirs intérieurs nets, principalement au niveau des autres postes nets.

Tableau 10. Composantes et contrepartie de la base monétaire
(en milliards de CDF)

	déc-11	jan-12	fév-12	mar-12
AEN	19,19	1,61	38,36	111,57
AIN	789,53	730,37	691,14	702,01
Crédit net à l'Etat	-68,33	-82,43	-90,94	-197,37
Créances sur les BCM	8,90	6,99	11,81	12,73
APN	843,51	800,41	764,24	880,61
Encours BTR	115,00	144,88	171,71	102,33
BASE MONETAIRE (ss strict)	798,51	722,60	721,15	805,24
Circulation fiduciaire	647,49	605,93	604,13	620,40
Dépôts banques créatrices de monnaie	142,65	107,52	107,50	175,32
-Avoirs libres	27,89	25,57	18,58	73,72
-Réserves obligatoires	114,76	81,95	88,93	101,60

Source : Banque Centrale du Congo.

II. 1.4.2. MASSE MONETAIRE

La masse monétaire a également augmenté, passant de 2.391,7 milliards en février 2012 à 2 408,0 en mars de la même année, soit un accroissement de 0,7 %. Cette évolution résulte de la hausse des avoirs extérieurs nets de 9,4 %.

Tableau 11 : Situation monétaire intégrée
(en milliards de CDF)

	déc-11	jan-12	fév-12	mar-12
AEN	780,49	710,55	779,19	852,41
AIN	1 678,60	1 621,80	1 612,49	1 555,54
CNE	-161,36	-160,10	-186,92	-293,36
Créances/sec. Privé	916,91	925,91	977,44	972,48
APN	866,62	799,56	770,50	819,99
M2 avec provisions	2 459,09	2 332,35	2 391,68	2 407,95
Stock monétaire (M1)	796,33	745,97	789,87	806,14
Circulation fiduciaire	615,86	560,07	563,24	579,51
Dépôts à terme	180,47	185,90	226,63	226,63
Dépôts en devises	1 620,77	1 546,34	1 543,62	1 543,62

Source : Banque Centrale du Congo.

II.1.4.3. MARCHE MONETAIRE

- **Refinancement**

Le guichet des facilités permanentes a affiché un encours nul au 28 mars tandis que celui des prêts à court terme est resté inactif. Il importe de souligner que le niveau d'activité sur ce compartiment a atteint 6,1 milliards de CDF. En cumul, il se chiffre à 24,2 milliards de CDF.

- **Billet de Trésorerie**

L'encours global des BTR a baissé, passant de 171,7 milliards de CDF à fin février à 102,3 milliards au 28 mars 2012, traduisant une injection de 69,4 milliards de CDF. La structure de l'encours des BTR à fin mars continue à être dominée par la maturité de 7 jours laquelle absorbe 73,3 % du total.

Le taux moyen pondéré nominal (TMP) des BTR à 7 jours s'est situé au 29 mars 2012 à 11,66 % contre 14,30 % une semaine plus tôt, soit une hausse de 2,6 points. En termes réels, le TMP est devenu négatif en raison de la baisse plus marquée du taux nominal par rapport au taux d'inflation. Ainsi, le TMP réel est passé de -0,26 point à -2,36 points.

- **Avoirs libres et réserves obligatoires**

Au 30 mars 2012, les avoirs libres des Banques se sont chiffrés à 70,9 milliards de CDF contre 51,2 milliards le mois précédent, soit une hausse de 19,7 milliards. Cette situation est consécutive aux virements du Trésor pour la paie des Fonctionnaires de l'Etat.

Quant à la réserve obligatoire, elle s'est située à 119,3 milliards au 30 mars 2012 contre 103,4 milliards au 24 février, soit une hausse de 15,9 milliards.

II.2 POLITIQUES MISES EN ŒUVRE

II.2.1. POLITIQUES MISES EN ŒUVRE AU COURS DU MOIS DE MARS 2012

- Au niveau de la Politique monétaire :
 - En ce qui concerne, le taux directeur, la BCC a procédé à un réajustement à la baisse de 3,5 points de pourcentage afin de donner un signal à l'économie. Cette action devrait se traduire par une chute de la marge de positivité de 6,0 points à 2,5 points, en dépit du recul continu de l'inflation.
 - S'agissant des BTR, les appels d'offres ont été caractérisés par une plus grande flexibilité au regard de l'évolution de la liquidité au sein de l'économie

- Quant au coefficient de la réserve obligatoire, la Banque Centrale l'a maintenu au niveau de 7 %.
- En ce qui concerne la Politique de change, la BCC s'est positionnée en acheteur sur le marché des changes dans le cadre du processus d'amélioration du niveau des réserves de change eu égard à la grande échéance fiscale de Mars.
- S'agissant de la Politique budgétaire, l'accompagnement des opérateurs économiques dans la mise en œuvre de réforme TVA a été intensifiée. Par ailleurs, le paiement des impôts dans le cadre de l'échéance fiscale a permis à l'Etat de réaliser une épargne budgétaire.

II.2.2. PROGRAMME ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT (PEG II)

Pour rappel, la 4^{ème} revue du PEG II à fin juin 2011, n'a pas été sanctionné comme attendu au mois de septembre 2011 par un tirage des ressources sur le FMI au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) à cause de la non publication par le Gouvernement des contrats miniers sur site internet. Ce tirage se serait traduit par un appui à la Balance des paiements d'un import d'environ 80,0 millions de USD.

Dans le cadre de la préparation de la 5^{ème} revue du Programme Economique du Gouvernement, laquelle se rapporte au second semestre 2011, l'évaluation préliminaire initiée par l'Institut d'Emission révèle un risque de non-respect d'un des trois principaux critères quantitatifs. En effet, la marge sur le critère « plafond du crédit net à l'Etat » s'est amenuisée durant la seconde moitié de l'année 2011. Quant aux deux autres principaux critères, à savoir « le plancher sur les AEN » et « le plafond sur les AIN », leur réalisation serait satisfaisante.

Quant à la 5^{ème} revue, l'évaluation préliminaire montre que le risque de non-respect pèse sur le critère CNE à cause notamment : (i) de fortes pressions subies par les Finances Publiques se traduisant par une détérioration de la position nette du Trésor en vue de rencontrer les exigences liées aux échéances électorales de novembre 2011 et (ii) la prise en charge dans le déficit de la BCC des débours sur les banques en liquidation conformément à l'esprit du mémorandum technique en vigueur signé par le Gouvernement à l'attention du FMI tel que l'a rappelé l'auditeur externe lors de l'évaluation des critères à fin juin 2011.

II.2.2. LE PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE EN AFRIQUE (PCMA)

Pour rappel, le Programme de Coopération Monétaire en Afrique est un programme qui vise à la réalisation d'ici l'an 2021, d'une union monétaire africaine partageant une monnaie unique et une seule banque centrale. Ce programme est piloté l'Association des Banques Centrales d'Afrique (ABCA). Pour y parvenir, des critères de convergence ont été mis sur pied et devraient être réalisés par 51 % des pays membres. Voici ces critères :

Tableau 12 : Etat de réalisation des critères du PCMA

Critères de 1^{er} rang	2009	2010	2011
1. Déficit public global/PIB, hors dons, inférieur à 3,0 (Objectif intermédiaire : déficit à un chiffre)	Respecté	Respecté	Respecté
2. Taux d'inflation inférieur à 3% (Objectif intermédiaire : inflation à un chiffre 5%)	Non respecté	Non respecté	Non respecté
3. Réduction au minimum du financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale (Objectif intermédiaire : réduction graduelle)	Non Respecté	Respecté	Respecté
4. Réserves extérieurs brutes supérieures ou égales à six mois d'importation des biens et services (Objectif intermédiaire : 3 mois d'importation à l'horizon 2008)	Non Respecté	Non respecté	Non respecté
Nombre de critères observés sur quatre	1	2	2
Critères de 2^{ème} rang	2009	2010	2011
1. Non accumulation de nouveaux arriérés intérieurs et extérieurs	Respecté	Respecté	Respecté
2. Ratio Recettes fiscales/PIB supérieur ou égal à 20,0 ;	Non respecté	Non respecté	Non respecté
3. Ratio Dette publique/PIB inférieur ou égal à 70,0 ;	Non respecté	Respecté	Respecté
4. Ratio Masse salariale/Recettes fiscales totales inférieure à 35,0 ;	Non respecté	Non respecté	Non respecté
5. Maintien de la stabilité du taux de change réel ;	Non Respecté	Respecté	Respecté
6. Financement des investissements publics sur recettes fiscales à 20,0 au minimum ;	Respecté	Respecté	Respecté
7. Maintien des taux d'intérêt réels positifs	Respecté	Respecté	Respecté
Nombre de critères observés sur sept	4	5	5
Situation globale sur onze critères	5	7	7